

Recherches sociographiques



Annick Germain,. *Les mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle. Modes de développement, modes d'urbanisation et transformation de la scène politique*

Marc-A. Lessard

Volume 27, Number 2, 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056219ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056219ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lessard, M.-A. (1986). Review of [Annick Germain,. *Les mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle. Modes de développement, modes d'urbanisation et transformation de la scène politique*]. *Recherches sociographiques*, 27(2), 321–324. <https://doi.org/10.7202/056219ar>

Mennonites dont Rudy Wiebe est issu. Et lorsque l'auteur précise « *To truly understand Riel, you simply have to know the Old Testament well* », il aurait dû ajouter... « l'Ancien Testament lu par un Mennonite ».

Pour bien mettre en évidence ce trait de la personnalité de Riel, l'auteur a eu l'astuce littéraire de lui opposer d'un bout à l'autre la personnalité de Gabriel Dumont : « *Dumont, to me represents the wild and passionate part of the Métis* », dit-il dans l'entrevue citée. Dumont c'est aussi le réaliste terre-à-terre, convaincu que seule la force peut convaincre un ennemi de négocier et que la force la plus convaincante est celle des armes. Entre le héros guerrier et le héros spirituel, Wiebe, quant à lui, a fait son choix : « *I think we can have heroes like Dumont, the ones who would fight on and slaughter people, and go down fighting, which is one kind of hero. That's the kind of heroes I don't particularly appreciate; they seem the poorest kind, almost animal. The truly spiritual hero is the one you want, the one who has a vision of human possibilities that no one can see but himself.* » (Ibid.) Malheureusement, cette « vision » de Riel est passablement submergée par les multiples péripéties d'une vie mouvementée, péripéties que l'auteur aurait pu élaguer pour mieux souligner cette « vision ».

En somme, je serais tenté de reprocher à l'auteur d'avoir suivi de trop près le détail des événements, multipliant et soulignant ainsi les inexactitudes et les erreurs historiques et diluant l'essentiel du message. Même s'il est évident que Wiebe a consulté en abondance les manuscrits mêmes de Riel, ses affirmations historiques ne sont pas toujours fiables.

Je voudrais aussi souligner le travail de la traductrice. Le style de Wiebe avec ses longues phrases aux multiples incises souvent tortueuses offre un défi à toute traduction. Michelle Robinson a respecté ce style et c'est bien du Rudy Wiebe qu'on lit en français.

Gilles MARTEL

*Faculté de théologie,
Université de Sherbrooke.*

Annick GERMAIN, *Les mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle. Modes de développement, modes d'urbanisation et transformation de la scène politique*, Montréal, Département de sociologie, Université de Montréal, 1985, 415p. (« Cahiers du CIDAR ».)

Ce livre révèle chez son auteur deux belles qualités, l'humilité et l'audace : l'humilité de reconnaître sans hésitation le caractère approximatif d'un ouvrage reposant essentiellement sur des sources secondaires, l'audace de risquer, en hypothèse, une première synthèse qu'on aura vite fait de remettre en question après s'en être servi comme tremplin. Autant de bonne foi met le lecteur en confiance et l'invite à la liberté.

Surprise et intriguée par le retard de l'urbanisme à Montréal, Annick Germain a d'abord voulu connaître et comprendre le contexte dans lequel ce retard s'est accumulé à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Progressivement, ses observations l'ont forcée à centrer l'analyse de ce contexte sur les mouvements de réforme urbaine qui se sont développés à Montréal à cette époque comme dans plusieurs grandes villes canadiennes et américaines. Quelques personnages clefs sont présentés, mais l'attention du lecteur est constamment orientée vers les grandes forces politiques et économiques qui font l'industrialisation et l'urbanisation, vers les classes sociales, les élites françaises et anglaises, le clientélisme, le bossisme, tout ce qui constitue la base mouvante où naissent, vivent et meurent parfois les mouvements sociaux de réforme ou autres.

Le livre se divise en deux parties de part et d'autre d'un chapitre théorique, où l'auteur définit sa propre perspective d'analyse et d'interprétation. La première partie est à la fois descriptive et

critique mais il est très difficile de distinguer l'un et l'autre aspect, car, utilisant des sources secondaires très diverses, l'auteur est forcé de discuter les points de vue des chercheurs dont elle utilise les œuvres en même temps qu'elle expose les faits.

Les situations évoquées se résument globalement en ceci. La croissance rapide des villes et la diversification des populations provoquent de longues chaînes de problèmes interreliés auquel il devient pratiquement impossible de trouver des solutions avec les moyens fournis par la tradition. Apparaissent deux ensembles de réactions : les unes donnent lieu au patronage, au bossisme, à la corruption, etc. ; les autres engendrent des mouvements de réforme qui visent à assainir les finances municipales, à éliminer la corruption, à rationaliser l'administration, à développer la démocratisation, à améliorer les conditions de vie urbaine par l'hygiène, le meilleur logement, l'urbanisme, l'éducation civique, etc. Montréal se caractérisera surtout par une très grande importance des luttes contre le clientélisme et contre le bossisme et sa machine électorale, pour le contrôle efficace des services d'utilité publique et pour la réforme de l'appareil politico-administratif. Les mouvements visant à l'amélioration de l'hygiène, de l'environnement, du logement, auront une importance relative moindre, seront souvent entravés par les luttes politiques.

Cette première partie nous apprend ou nous rappelle beaucoup de choses, en particulier sur l'histoire municipale de Montréal qui est si mal connue en dehors du cercle des chercheurs spécialisés. En plus, nous sommes mis en présence, très concrètement, des principales différences entre les expériences américaines, canadiennes et montréalaise. Mais il manque à ces trois chapitres une comparaison systématique qui eût abouti à une synthèse critique des interprétations proposées. Il faut dire qu'une telle synthèse eût été difficile à réaliser, compte tenu du fait que la documentation secondaire disponible était inégalement historique, sociologique ou de science politique selon qu'elle portait sur les villes américaines ou canadiennes ou sur Montréal. Remarque supplémentaire : le lecteur est souvent gêné par une utilisation du concept de classe d'origine française dans un contexte américain pour lequel il est inadapté, non pas qu'il n'existe pas de classes aux États-Unis, mais parce qu'elles existent de façon très différente. Ce n'est pas sans signification si rien qui soit l'équivalent du parti communiste français, de la C.G.T., du journal *L'Humanité*, n'existe en ce pays où la diversité ethnique d'origine migratoire récente est unique dans le monde industrialisé.

Le chapitre intitulé « Mise en perspective théorique » n'était pas vraiment nécessaire, du moins dans la forme qu'il a prise, à la démonstration que veut faire l'auteur. En réalité, il s'agit bien peu de théorie mais plutôt d'éléments qui relèvent d'un large acquis sociologique. Annick Germain a noté que certaines explications d'usage ou certains points de vue analytiques, par exemple la concentration sur la biographie des boss municipaux, étaient trop simplificateurs ; elle choisit avec raison de considérer la réforme urbaine dans tout son contexte et de ne pas la dissocier de la réforme sociale. Elle est ainsi amenée à tenir compte de l'ensemble de la réalité sociale, économique et politique, ce qui est juste : il n'y a de réforme sociale que dans des sociétés données à des époques données. Cela, bien sûr, ne constituait pas un cadre d'explication. Il fallait caractériser ce contexte. Deux traits se dégagent à l'évidence : l'industrialisation et l'urbanisation. Mais l'industrialisation et l'urbanisation peuvent prendre diverses formes et se trouver reliées de façons variables. Par ailleurs, les deux phénomènes se produisent ou sont produits dans des structures politiques et institutionnelles particulières. On voit comment cette analyse peut aboutir très rapidement aux notions de mode de développement, mode d'industrialisation, mode d'urbanisation, mode de vie politique municipale, etc. Il n'est pas nécessaire pour définir ce genre de perspective de recourir à un langage qui se donne des allures théoriques tout en n'étant finalement qu'une simple transposition dans l'abstrait d'observations et de comparaisons historiques. Par exemple, ce que dit Cardoso de l'urbanisation des sociétés dépendantes et qui est cité dans ce chapitre n'est pas d'ordre théorique mais d'ordre historique : il observe que... et il compare. Donc, l'entreprise théorique de l'auteur me semble ambiguë et peu utile aux fins du livre.

Les chapitres V et VI nous replongent dans la réalité montréalaise, c'est-à-dire dans le contexte où sont apparus et se sont développés les mouvements de réforme urbaine présentés et

décrits au chapitre III. Ce contexte est en évolution, de sorte que la période couverte par l'ouvrage (1870-1930) peut être coupée en deux parties, chacune étant caractérisée par un mode de développement économique, un mode d'urbanisation et un régime (au sens large) particulier de politique municipale. La première (1870-1900) recevra l'étiquette « industrialisation de substitution des importations, urbanisation centripète et clientélisme » ; la seconde, « formation d'enclaves, urbanisation centrifuge et bossisme ». Précisons que le mode de développement réfère au grand ensemble Québec/Canada/Amérique où se situe Montréal et que le mode d'urbanisation correspond à la société montréalaise et son espace.

Voici quelques faits ou traits de situation présentés librement, sans référence stricte au schéma de l'auteur, dans le but de faire percevoir l'importance, la diversité et l'intérêt des réalités prises en considération.

Avant 1870, l'activité économique principale de Montréal est passée du commerce des fourrures à l'import-export sous le leadership d'une bourgeoisie marchande très majoritairement anglophone et s'appuyant sur Londres. Cette bourgeoisie domine la vie municipale à travers de grandes institutions comme la Banque de Montréal, le Committee of Trade, qui deviendra le Montreal Board of Trade, et la Commission du Havre. Les classes travailleuses sont en majorité francophones, occupées dans les services et encadrées dans les paroisses. Les immigrants irlandais deviennent ouvriers et se regroupent sur le territoire pour former une communauté locale. Montréal jouit d'une forte indépendance, mais la politique municipale est peu développée.

Entre 1870 et 1900, l'industrie se développe, mais sans que ne se constitue une vraie grande bourgeoisie industrielle. C'est la bourgeoisie marchande déjà en place qui élargit et complexifie son champ d'activité avec l'appui d'une petite bourgeoisie industrielle autochtone. L'état des recherches sur ce point laisse cependant une forte marge d'incertitude. Les chemins de fer rayonnent autour de Montréal, mais peu de petites villes arrivent à en tirer parti. Les masses urbaines croissent et se diversifient à mesure que l'emploi industriel prend de l'importance. De nombreux problèmes surgissent ou s'amplifient : travail des femmes et des enfants, sous-emploi, grande mobilité résidentielle, pauvreté, chômage, manque de qualification des travailleurs, etc. Une élite canadienne-française de plus en plus importante entre sur la scène municipale et le système politique s'ouvre progressivement. Des maires francophones sont élus qui favorisent l'annexion de municipalités périphériques, afin d'y prendre appui en utilisant le clivage ethnique. Des organisations canadiennes-françaises se renouvellent, comme l'Association Saint-Jean-Baptiste, ou sont créées, comme la Chambre de commerce. Le syndicalisme s'implante. Dans ce contexte, les grands services publics, comme l'aqueduc, l'électricité, le transport, la voirie, deviennent des enjeux majeurs. Apparaissent la corruption et le clientélisme, auxquels viennent s'opposer divers mouvements de réforme. La bourgeoisie anglophone commence de prendre distance vis-à-vis la politique municipale.

La période suivante (1900-1930) voit se confirmer l'industrialisation du Québec. Des enclaves économiques se créent autour de l'exploitation de certaines matières premières, dont le bois, et avec le support de réseaux financiers constitués autour de quelques banques et l'appui du Parti libéral, qui prend le pouvoir à Québec. Des petites villes industrielles naissent et croissent, ce qui contribue à renforcer le rôle financier et commercial de Montréal. Celle-ci voit s'élargir et se diversifier le secteur manufacturier de son économie. Même phénomène dans les services, en particulier ceux de l'éducation et de la santé. Il en résulte une croissance et une différenciation de la population travailleuse, un nouvel équilibre, toujours instable, des classes moyennes et ouvrières. Ce nouvel équilibre s'inscrit sur le territoire sous la forme d'un nouveau rapport ville centrale/banlieue. Les syndicats étendent leur emprise, gagnent en vigueur et remportent, avec les clubs ouvriers, quelques victoires politiques avant de se diviser et de s'enliser. La corruption et la mauvaise administration subsistent, la réforme municipale tourne en rond. Elle est finalement prise en charge par le gouvernement provincial, ce qui contribue à réduire le champ de la vie politique locale. La création de la Commission de l'Île de Montréal et de la Commission des tramways, la mise en tutelle de la ville, sont des caractéristiques de la situation qui prévaut pendant que prospère le bossisme, de

Médéric Martin à Camillien Houde. Ces hommes dominent ce qui reste de vie politique, en appuyant sur le clivage ethnique un populisme qui consiste à faire état de son origine populaire, à promettre la participation de tous et à développer un grand mythe de belle intégration sociale générale. La grande bourgeoisie anglaise s'est retirée dans ses banlieues, a abandonné la politique municipale, mais elle contrôle toujours la vie économique.

Le chapitre VI est une sorte de conclusion, centrée sur le rapport entre les classes sociales et les mouvements de réforme et sur ce que l'auteur appelle les « conditions sociales d'émergence des processus de planification urbaine ». On revient donc à la question originale sur le retard de l'urbanisme à Montréal, mais sous un angle particulier, celui de la part qu'y prennent ou n'y prennent pas les classes sociales. L'hypothèse de l'importance du contexte pour expliquer la réforme se précise donc et pourrait être formulée comme suit : aux modes d'industrialisation et d'urbanisation correspondent des rapports de classes qui favorisent ou non la réforme. Ce chapitre n'apporte pas d'information nouvelle.

Comme la première, cette seconde partie de l'ouvrage nous apprend ou nous rappelle beaucoup de choses importantes. Mais elle est difficile à lire et, encore plus, à synthétiser. Je vois deux raisons à cela : d'abord, le fait que l'exposé progresse sur trois registres à la fois : la présentation des faits, la discussion des sources secondaires et la comparaison sous forme de rappels théoriques ; ensuite, la priorité que l'auteur donne à la construction d'une représentation globale de la situation, ce qui la force à affirmer beaucoup plus qu'à démontrer. On perd facilement le fil de l'argumentation et la représentation globale qui devrait résulter de l'ensemble n'est pas aussi évidente que ne le laisse espérer le sommaire des pages vii à xviii.

Malgré ses faiblesses, cette tentative de synthèse doit être lue non seulement par quiconque veut connaître la réalité montréalaise, mais tout autant par quiconque veut comprendre le Québec, car celui-ci ne peut se comprendre que si on le regarde parfois depuis Montréal.

Marc-A. LESSARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Marie-Paule MALOUI, *Ma sœur, à quelle école allez-vous ? Deux écoles de filles à la fin du XIX^e siècle*, Montréal, Fides, [1985], 171p.

Présentement, l'enseignement public soulève de nombreux débats, tant sur ses coûts que sur sa qualité. Parallèlement, à travers tout le Québec, un mouvement en faveur d'écoles privées subventionnées attire de plus en plus d'adeptes. Par l'étude de l'implantation de deux écoles de filles de Montréal, à la fin du siècle dernier, l'ouvrage de Marie-Paule Malouin arrive à point pour nous permettre de retourner aux sources de l'histoire, à l'origine de la division du système d'éducation québécois.

L'intention de l'auteur est de faire ressortir comment des projets éducatifs diffèrent selon qu'ils s'adressent aux « enfants pauvres de la paroisse » ou aux « enfants dont les parents étaient mieux nantis » (p. 12). Marie-Paule Malouin désire également dévoiler le caractère spécifique de l'idéologie « féminisante » et religieuse qui est à la base de cet enseignement de filles, alors que la société québécoise est en train de subir l'une des plus profondes mutations de son histoire. En effet, la toile de fond de cet ouvrage, qui couvre la période de 1871 à 1911, est un quartier de Montréal qui évolue au rythme des transformations causées par l'industrialisation et l'urbanisation. Village fondé en 1861, Saint-Jean-Baptiste est élevé au rang de ville de banlieue en 1884, puis finalement annexé à Montréal en 1886. Sur le plan socio-économique, entre 1871 et 1881, la population du village